Bolivie : la nature obtient les mêmes droits que les humains

Partage international n° 273 – Mai 2011

La Bolivie est destinée à entrer dans l'histoire pour être le premier pays à présenter un projet de loi attribuant à la Nature les mêmes droits qu'aux humains[1]. Si la loi de la Terre-Mère passe (on s'attend à peu d'opposition car la Bolivie souffre profondément des effets du changement climatique), elle instaurera onze nouveaux droits concernant la Nature, comme :

– le droit de vivre et d'exister ;

– le droit de poursuivre ses cycles et processus vitaux sans altération humaine ;

– le droit à une eau pure et un air sain ;

– le droit de s'équilibrer ;

– le droit de ne pas être pollué ;

– le droit de ne pas subir de modification de sa structure cellulaire ni d'altération génétique ;

– le droit de ne pas se voir perturbé par des méga-infrastructures et des projets de développement qui affecteraient l'équilibre des écosystèmes et les habitants du pays.

Influencé par la vision spirituelle du monde des indigènes andins qui considèrent la Terre-Mère, *Pachamama,* comme un être vivant, l'avant-projet de la nouvelle loi stipule : *« Elle est sacrée, fertile et source de vie, nourrissant et prenant soin de tous les êtres vivant en son sein. Elle est en équilibre, en harmonie et en communication permanents avec le cosmos. Elle se compose de tous les écosystèmes et de tous les êtres vivants, et de leur auto-organisation. »*

La loi ne restera pas purement abstraite ; on nommera un ministre de la Terre-Mère et on accordera des pouvoirs légaux aux communautés afin qu'elles surveillent les effets de l'industrie, en particulier les effets de l'extraction à outrance de l'étain, de l'argent, de l'or et autres minerais. Le gouvernement a dû rester prudent car les bénéfices du secteur minier fournissent un tiers des devises étrangères du pays.

Le changement climatique rejaillit déjà sur la Bolivie sous forme d'inondations, de sècheresses, de gelées et de glissements de terrain. La fonte des glaciers conduit à une crise de l'agriculture et à une pénurie d'eau, et si les températures montent encore de 3,5 degrés Celsius comme prévu dans les cent ans à venir, la plus grande partie de la Bolivie sera transformée en désert.

Evo Morales, premier président autochtone, a condamné les pays industrialisés pour avoir échoué à limiter la hausse des températures à un seul degré Celsius. Grâce à son influence, la Bolivie est à l'origine de cinq résolutions approuvées par les Nations unies, comme celles relatives à l'Harmonie avec la nature et la Conférence mondiale sur les peuples indigènes.

1. Voir aussi l'entretien avec Polly Higgins qui, la première, émit l'idée d'une Déclaration universelle des droits de la planète, sur le modèle de la Déclaration des droits de l'homme *(Partage international* juillet/août 2010) ; et l'article du théologien Leonardo Boff, auteur d'un projet, avec l'ancien ministre des Affaires étrangères du Nicaragua Miguel d'Escoto, d'une Déclaration universelle des droits de la Terre-Mère, présenté lors de la Conférence sur le changement climatique de Cochabama, en avril 2010 *(PI,* avril 2010).

Bolivie
Sources : The Guardian, Royaume Uni ; motherearthrights.org
Thématiques : environnement
Rubrique : Tendances